

SYNTHÈSE DE CONJONCTURE ÉCONOMIE EMPLOI
EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Auvergne-Rhône-Alpes : une conjoncture toujours très incertaine au 1^{er} trimestre 2025

SEPTEMBRE 2025



En bref...

L'économie française connaît un léger rebond au 1^{er} trimestre 2025 (+0,1%). Elle est majoritairement soutenue par les stocks (+1%), tandis que la demande intérieure apparaît fragile. Le taux d'épargne atteint quant à lui un niveau record depuis 45 ans (18,8%). En Auvergne-Rhône-Alpes, l'économie a également légèrement rebondi au premier trimestre (+0,2%) dans les trois principaux secteurs après le coup de frein observé en fin d'année (-0,1%). À noter que l'activité du bâtiment s'est redressée tant dans le gros œuvre que dans le second œuvre. L'emploi régional poursuit son repli au même rythme que le trimestre précédent (-0,2%). Un recul majoritairement dû à celui de l'emploi privé (-0,2%). Le taux de chômage a augmenté au 1^{er} trimestre, en région comme en France, de +0,1 point, pour s'élever à respectivement +6,4% et +7,1% de la population active. Le nombre de demandeurs d'emplois en catégories A,B,C a augmenté de +4,3%, sous l'effet notamment de la loi Plein Emploi et de l'évolution des règles d'actualisation.

Zoom sur... L'évolution des inscrits à France Travail en Auvergne-Rhône-Alpes

L'entrée en vigueur de la loi Plein Emploi a impacté le nombre d'inscrits à France Travail en Auvergne-Rhône-Alpes au 1^{er} trimestre 2025. La création de deux nouvelles catégories d'inscrits, les personnes en parcours social (F) et celles en attente d'orientation (G), ont fait intégrer près de 75 000 nouveaux inscrits aux chiffres régionaux. Aussi, des évolutions dans les règles d'actualisation à France Travail sont en cours depuis le mois d'octobre 2024, gonflant fortement la catégorie A qui a augmenté de +8,5% ce trimestre et de +13% sur un an. Ces contextes se sont traduits par une augmentation des demandeurs d'emplois dans l'ensemble des départements de la région, ainsi que dans l'ensemble des classes d'âge.

Chiffres clés



Évolution
sur un trimestre
(T1 2025 / T4 2024)

↘ -0.2%
(-0.1% en France)

↗ +1.1%
(+0.5% en France)

↗ +0.1 pt
(+0.1 pt en France)

↗ +4,3%
(+3.9% en France)

Évolution
depuis un an
(T1 2025 / T1 2024)

↘ -0,3%
(-0,4% en France)

↗ +4%
(+0,6% en France)

↘ -0.1 pt
(-0.1 pt en France)

↗ +6.9%
(+6.4% en France)

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Éclairage national

Léger rebond de la croissance pour l'économie française au 1^{er} trimestre 2025

Au 1^{er} trimestre 2025, le produit intérieur brut (PIB) de la France décrit un léger rebond de **+0,1%**, contre -0,1% au trimestre précédent.

Parmi les vecteurs structurels de la croissance française, seuls les stocks ont soutenu l'ensemble (**+1%**), lié aux produits chimiques, pharmaceutiques et agro-alimentaires. Le commerce extérieur en berne, a quant à lui fortement impacté la croissance (-0,8 point). **Les exportations se sont fortement repliées (-1,8%)**, les exportateurs français n'ayant pas bénéficié de la ruée commerciale liée à l'anticipation des droits de douanes, ce qui s'est traduit par des pertes de marché significatives. À l'inverse, les importations demeurent dynamiques (+0,5% après +0,4%). La demande intérieure finale hors-stock contribue quant à elle négativement à la croissance ce trimestre (-0,1%). On y observe consommation des ménages en recul de façon inattendue (-0,2%), malgré les gains de pouvoir d'achat engrangés au cours de l'année 2024 et celle des administrations publiques en léger retrait (-0,2 point). Enfin, l'investissement des entreprises est resté quasiment stable (-0,2% à +0,2%), tandis que celui des ménages a considérablement fondu (+0,8% à +0,1%).

À noter que l'inflation reste plus faible qu'en moyenne européenne (+0,7% contre +1,9% en moyenne) et devrait favoriser la consommation. Pour autant, **le taux d'épargne des ménages semble avoir atteint ce trimestre un niveau record depuis 45 ans (18,8%)** (incertitude sur la politique économique, part des revenus du patrimoine en augmentation dans le revenu total à la faveur de la hausse des taux, prestations sociales en plus forte augmentation que les revenus d'activités).

Pour en savoir plus : [Insee, Note de conjoncture - Juin 2025](#)

Vers une croissance française timide en 2025, à rebours du reste de l'Europe

D'après les dernières projections de la Banque de France de juin 2025, **la croissance économique de la France serait plus modeste en 2025 (+0,6%) qu'en 2024 (+1,1%)**. Sur l'année, elle serait soutenue par la demande intérieure qui changerait de composition (moins de demande privée, plus de demande publique) à l'inverse du commerce extérieur qui pèserait négativement sur la croissance (effet de la hausse des droits de douane américains, baisse de la demande adressée à la zone euro et appréciation du taux de change). Ces perspectives donneraient une possibilité de rebond limité au niveau régional.

L'évolution nationale au ralenti se ferait à rebours du reste de l'Europe. En effet, plusieurs pays de l'Union Européenne ont été protégés au premier trimestre 2025 par leur anticipation de l'augmentation des droits de douane de la part des États-Unis (Allemagne, Italie). Ce n'est pas le cas de la France qui a pâti de difficultés d'exportation dans les secteurs aéronautiques et naval, ainsi que d'un investissement toujours à l'arrêt. L'anticipation a, par ailleurs, dopé l'activité trimestrielle de la zone euro (+0,6%) et du Royaume-Uni (+0,7%), n'empêchant pas une dynamique contrastée selon les pays, mais favorisant sur l'année une reprise affermie de la zone euro (+1,3% après +0,8%). Le commerce extérieur affaibli par les tensions tarifaires en 2025, impacterait les grandes nations, comme les États-Unis (+1,8% après +2,8%) et la Chine (+4,6% après +5%).

À noter enfin que **les perspectives de croissance en 2026 et 2027 pour la France se feraient de façon plus graduelle qu'anticipée** (+1% et +1,2%).

Pour en savoir plus sur la situation française : [Banque de France, Projections macroéconomiques pour la France - Juin 2025](#)

¹ En Mars 2025, la Banque de France avait projeté des croissances de +1,2% et +1,3% pour 2026 et 2027.

Un regain d'activité régionale au 1^{er} trimestre 2025

D'après les enquêtes mensuelles de conjoncture de la Banque de France réalisées auprès d'un panel d'entreprises, **l'économie régionale a globalement rebondi en Auvergne-Rhône-Alpes au premier trimestre dans les trois principaux secteurs**, après le coup de frein observé en fin d'année. Dans un environnement marqué par de lourdes incertitudes sur le plan international, le rythme de croissance a toutefois ralenti en fin de période.

Dans l'industrie, la production a conservé une croissance modérée sur l'ensemble du trimestre, avec des situations hétérogènes. Si l'industrie chimique et le textile-habillement-cuir ont progressé, en revanche, les fabrications de produits en plastiques, de produits électriques, de produits informatiques-électronique-optiques, ainsi que le bois-papier-carton ont enregistré une tendance baissière. La demande en provenance de la filière automobile s'est légèrement redressée, mais reste très variable. Le taux d'utilisation des capacités de production s'est progressivement renforcé pour atteindre 72% en mars, mais demeure toujours nettement inférieur à sa moyenne de long terme (78%). Les carnets de commandes se sont resserrés, se situant globalement à un niveau jugé insuffisant et offrant une faible visibilité à court terme.

Dans les services marchands, l'activité est demeurée bien orientée, avec toutefois un rythme de croissance modéré par rapport à l'année précédente. La demande s'est renforcée dans l'hébergement, le transport routier et le travail temporaire, alors que les volumes d'affaires des activités informatiques et de l'ingénierie ont été pénalisés par les incertitudes persistantes liées au contexte géopolitique.

Dans le secteur de la construction, l'activité du bâtiment s'est redressée après la chute observée fin 2024, tant dans le gros œuvre que le second œuvre. Les carnets se sont une nouvelle fois contractés, s'ils sont conformes à l'attendu dans le second œuvre, ils sont toujours jugés insuffisants dans le gros œuvre. L'activité des travaux publics a légèrement reculé sous l'effet de reports de certains chantiers dus à une météo défavorable.

Le prix des matières premières a légèrement augmenté alors que le niveau des prix de vente a peu évolué dans l'industrie, et que le prix des devis a continué de reculer dans la construction. Dans les services, les revalorisations tarifaires de début d'année ont été modérées. Les effectifs ont diminué dans l'industrie, et se sont maintenus dans les services marchands et la construction. Le recours ponctuel à l'activité partielle a perduré pour certaines entreprises de l'industrie. Les difficultés de recrutement mentionnées par les chefs d'entreprise se sont progressivement tassées dans la plupart des secteurs, à l'exception de compétences très spécifiques dans les services ou le bâtiment.

Encadré rédigé par la Banque de France Auvergne-Rhône-Alpes, pour en savoir plus : [Banque de France, Tendances régionales, La conjoncture en Auvergne-Rhône-Alpes - Janvier, Février, Mars 2025](#)

L'évolution du tissu régional d'entreprises

Troisième trimestre d'affilée de recul pour les créations d'entreprises régionales

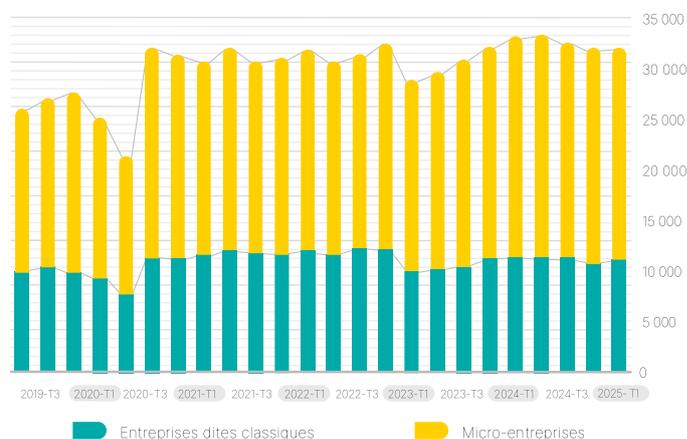
Bien qu'en léger recul, **les créations d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes poursuivent leur baisse au 1^{er} trimestre 2025 (-0,9%)**, malgré 31 373 nouvelles structures. La dernière succession de trois trimestres décroissants en région remonte à 2012, hors période de crise sanitaire.

Ces décroissances trimestrielles sont observées autant chez les entreprises classiques (-0,5%) que chez les micro-entreprises (-0,9%). Dans l'ensemble, seules les entreprises du *Commerce, transport, hébergement et restauration* (+2,4%) et de l'*industrie* (0,2%) enregistrent des taux de création d'entreprise positifs. Dans le cas des entreprises classiques, on note des évolutions marquées pour le *Commerce, transport, hébergement et restaurant* qui gagne presque 8 points (-4,4% à +4,1%), la *Construction* (-14,1% à -2,5%) et enfin pour l'*Industrie* dont le taux de création d'entreprises repart à la hausse (-1,5% à +1,8%).

En cumul sur un an, le nombre de créations demeure en revanche en hausse de +6,4%, mais nettement moins important qu'avant la crise sanitaire (+20,9%). Les micro-entreprises (+7,2%) et particulièrement le *Commerce, transport, hébergement et restauration* (+16,4%) ainsi que l'*Industrie* (+12,1%) sont les principaux vecteurs de cette évolution.

Évolution des créations d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en nombre d'entreprises



Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et Établissements) ; Données trimestrielles CVS

La décélération trimestrielle des défaillances d'entreprises

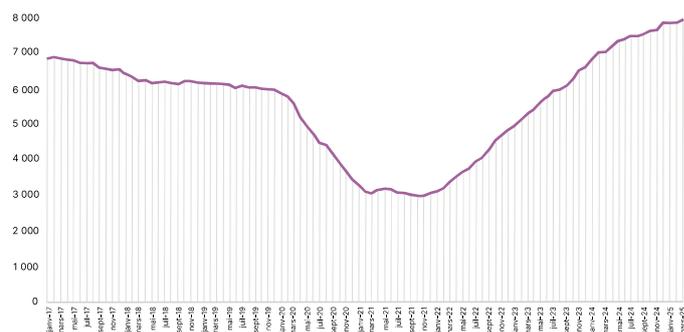
Les défaillances d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes ont ralenti au 1^{er} trimestre 2025 (+0,5% après +4,2%). Avec 7923 procédures de redressement judiciaire enregistrées sur un an (+12,4%), leur nombre a toutefois bondi de 33% par rapport à 2019, une progression régionale plus marquée que sur l'ensemble du territoire français (30%).

À l'échelle nationale, en mars 2025, toutes les catégories d'entreprises enregistrent aussi un recul des défaillances sur le trimestre écoulé (-5,2% en moyenne), dont un net recul pour les entreprises moyennes (-18,5%). Sur un an, le rythme de croissance des procédures de redressement judiciaire recule également (+12,2% contre +17,4% au trimestre précédent). Les entreprises de taille intermédiaire et les grandes entreprises voient même leur nombre de défaillances reculer (-1,5%). **La décélération régionale suit donc une tendance nationale.**

En Auvergne-Rhône-Alpes, la composition sectorielle des faillites à l'hiver 2025 a quelque peu évolué. Celles liées à l'*immobilier* (28,3% pour la Construction et 19,7% pour les Activités Immobilières) ou aux *Activités financières* (26,2%) restent fortement représentées, mais décrivent des dynamiques de décélération marquées (respectivement -5,7 / -21,3 / -10 points). Le secteur de l'*information et de la communication* ne fait plus partie des secteurs les plus touchés ce trimestre (8,9% et -11,1 points). L'*Agriculture* connaît une décroissance des défaillances ce trimestre (-16,9%).

Évolution des défaillances d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes (en cumul sur un an)

Unité : en nombre de procédures de redressement judiciaire enclenchées sur un an



En volume, le nombre de défaillances d'entreprises reste néanmoins le plus important dans les mêmes secteurs qu'au trimestre précédent, c'est-à-dire la *Construction*, le *Commerce et réparation automobile* et l'*Hébergement et restauration*, avec respectivement 1 911, 1 600 et 1 075 faillites sur l'année en mars 2025.

La situation de l'emploi salarié

L'emploi salarié poursuit son repli au 1^{er} trimestre de 2025

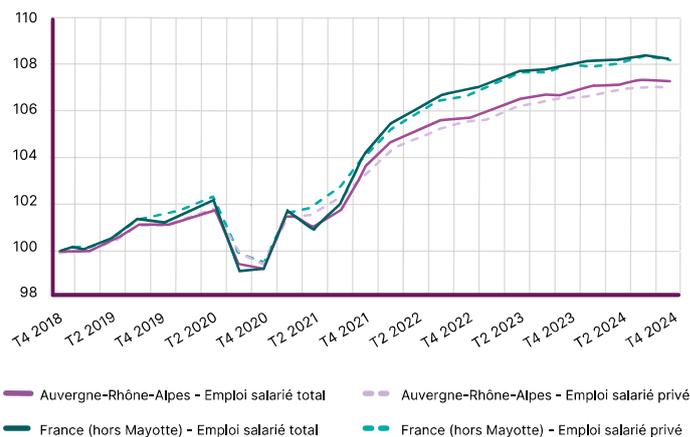
L'emploi salarié poursuit son repli au 1^{er} trimestre 2025, au même rythme que lors du dernier trimestre de 2024 (-0,2% et -4 913 salariés) et de façon un peu plus marquée qu'au niveau national (-0,1%). Sur un an, la région Auvergne-Rhône-Alpes a perdu près de 11 000 emplois.

Le recul régional est majoritairement dû à la diminution de l'emploi privé (-0,2%), tandis que l'emploi public reprend sa croissance (+0,1%). Le rythme de la décroissance ralentit encore pour l'intérim (-0,8% après -1,7%), tandis que la construction poursuit sa tendance négative (-0,7% après -0,6%), a contrario du tertiaire marchand qui voit son volume d'emploi croître (+0,2% après -0,1%), une première depuis le 1^{er} trimestre 2024. En volume, c'est l'emploi privé (-5 563 emplois) et la construction (-1 396 emplois) qui connaissent les pertes les plus importantes.

Sur un an, l'emploi décroît (-0,3%), en ralentissement continu depuis 2021. Le volume d'emploi salarié régional demeure néanmoins plus important qu'avant la crise sanitaire (+5,2%).

Évolution de l'emploi salarié en France et en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : indice de base 100 au 1^{er} trimestre 2018



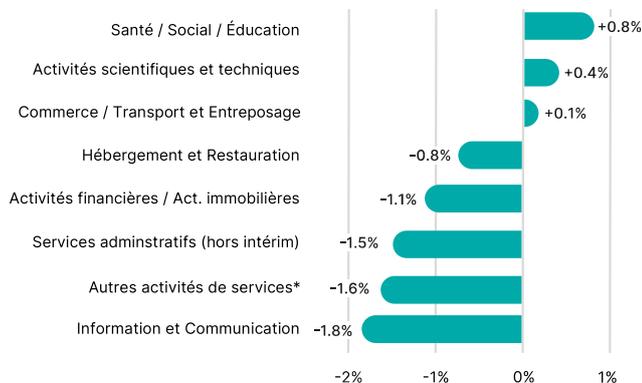
Source : Insee, Estimations d'emploi (estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee) ; Données trimestrielles CVS en fin de trimestre

L'évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité

Une dynamique de l'emploi salarié à l'arrêt dans l'ensemble des secteurs d'activité

Évolution de l'emploi salarié du privé dans les services en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente



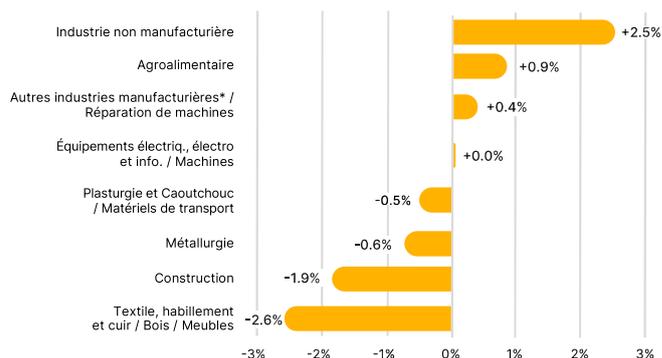
Source : URSSAF, Effectifs salariés du secteur privé, hors agricole hors intérim ; Données CVS. / (*) dont font partie les activités artistiques, récréatives, sportives, celles des organisations associatives ou encore les autres services personnels...

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié du privé dans le tertiaire (hors intérim) a enregistré une régression de -0,3% sur un an à l'hiver 2025, soit -0,3 point par rapport au trimestre précédent. C'est le deuxième trimestre consécutif de repli, sur la lignée des évolutions nationales. Parmi les dynamiques intra-sectorielles, on note quatre décroissances notables. Une s'inverse (Hébergement et restauration -0,8% après +1,4%) deux s'amplifient (Information et Communication à -0,4 points et Autres activités de services à -0,5 points) tandis qu'une se stabilise (Activités financières / Activités immobilières à -1,1%).

L'emploi salarié privé dans l'industrie en Auvergne-Rhône-Alpes est quant à lui resté stable (+0%) par rapport à l'année dernière comme au trimestre précédent. Dans le détail, les situations restent hétérogènes mais trois dynamiques se renforcent. L'industrie non manufacturière continue de gagner des emplois (+0,1 point), tandis que le *Textile, habillement et cuir / Bois / Meubles* est en recul (-0,8 point). La *Construction* quant à elle poursuit sa décroissance (-0,1 point), marquée par des carnets de commandes qui s'érodent et notamment une difficulté à recruter du personnel qualifié, freinent potentiellement le lancement de certains chantiers.

Évolution de l'emploi salarié du privé dans l'industrie et la construction en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente



Source : URSSAF, Effectifs salariés du secteur privé, hors agricole hors intérim ; Données CVS. / (*) dont font partie les industries chimiques et pharmaceutiques, la fabrication d'instruments de musique, de sport, de jeux, les bijoutiers...

Une dynamique territoriale qui se dégrade légèrement sur le trimestre comme sur l'année

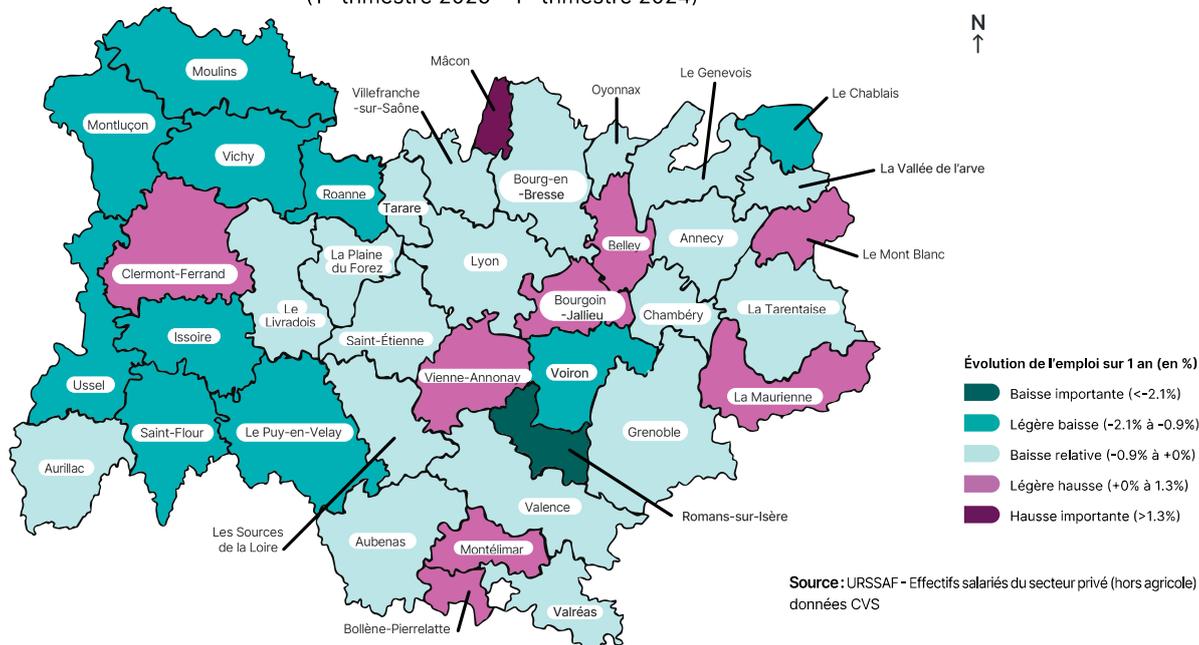
Au premier trimestre 2025, on note **une accélération de la baisse de l'emploi salarié privé dans les zones d'emplois des différents territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes** (-0,5% et -0,4 point par rapport au trimestre précédent). Néanmoins, le nombre de zones d'emplois connaissant un recul de ses effectifs salariés privés s'accroît (30 début 2025 contre 24 fin 2024). Pourtant, sur un an les écarts entre zones d'emplois se résorbent par rapport au trimestre précédent (-4,9 points contre -6,6 points).

Dans le détail, on observe que **seule la zone d'emploi de Mâcon connaît sur l'année une croissance de l'emploi salarié privé supérieure à 1%** (+1,9% en retrait de 2,2 points par rapport au trimestre précédent). Les grandes agglomérations de Lyon, premier employeur de la région, et de Grenoble perdent à nouveau des emplois (-0,2% et -0,6%). Parmi les zones d'emplois les plus touchées par la décroissance, seule Romans-sur-Isère poursuit son évolution négative (-2,9% après -2,5%). Moulines et Oyonnax enregistrent quant à elles les baisses de l'emploi salarié privé les plus importantes (-0,8 point). Si l'on dézoome à l'échelle des départements, seule l'Ardèche connaît une croissance de ses effectifs salariés, portée par le rebond de l'intérim.

Comparé à l'avant-crise sanitaire, le volume d'emploi salarié privé des zones d'emplois régionales demeure en moyenne supérieur de 4,5% à celui de 2019. Quatre zones connaissent des évolutions négatives : la Vallée de l'Arve (-0,1%), Romans sur Isère (-0,4%), Montluçon (-1,9%) et Oyonnax (-3,2%). La progression record revient à La Maurienne (+9,4%) possiblement tirée par les embauches relatives au chantier du Lyon-Turin.

Évolution de l'emploi salarié privé par zone d'emploi sur 1 an

(1^{er} trimestre 2025 - 1^{er} trimestre 2024)



La dynamique de l'embauche

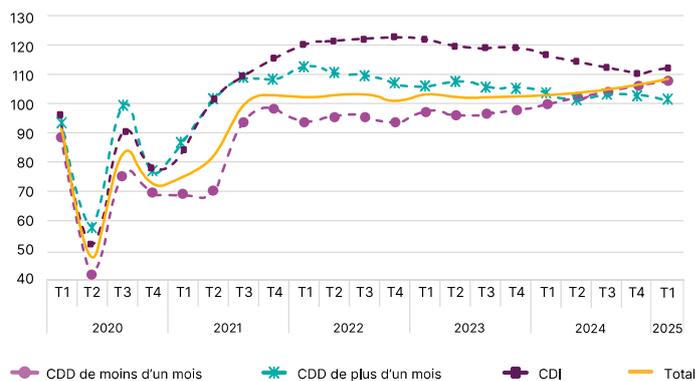
Poursuite de la croissance pour les embauches

Bien que moins rapide, l'augmentation du nombre de déclarations préalables à l'embauche poursuit sa croissance pour le troisième trimestre consécutif en Auvergne-Rhône-Alpes (+0,7% après +1%). Les contrats courts persistent à la hausse (+1,5% après +2,4%). Ils sont les seuls à tenir la moyenne de croissance des embauches sur un an, en région comme au national.

Sur l'année, la croissance des déclarations préalables à l'embauche est plus marquée en Auvergne-Rhône-Alpes que sur l'ensemble du territoire national (+4% contre +0,6%).

Évolution des déclarations préalables à l'embauche dans le privé en Auvergne-Rhône-Alpes par type de contrat

Unité : indice de base 100 au 4^e trimestre 2019



Source : Urssaf, Déclarations préalables à l'embauche (régime général, hors intérim) ; Données trimestrielles CVS

3 LE MARCHÉ DU TRAVAIL

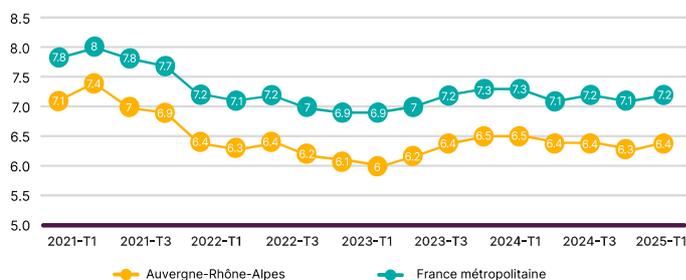
Le taux de chômage

Légère hausse du taux de chômage pour commencer l'année 2025

Au 1^{er} trimestre 2025, le taux de chômage a légèrement augmenté en Auvergne-Rhône-Alpes comme en France de +0,1 point pour s'établir respectivement à 6,4% et 7,2% de la population active. Le chômage régional est inférieur de 1 point au taux national depuis 2021. Cet hiver, aucun département de la région n'a connu de diminution et dix des douze départements du territoire ont vu leur taux augmenter entre +0,1 et +0,3 points.

Évolution du taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine

Unité : en % de la population active



Source : Insee, Enquête Emploi et taux de chômage localisé ; Données CVS

L'évolution des chiffres des inscrits à France Travail soumis à un triple prisme

Outre l'effet proprement conjonctuel, deux effets affectent ce trimestre les chiffres des inscrits à France Travail. D'abord, depuis le 1^{er} janvier 2025, la loi Plein Emploi prévoit l'inscription systématique à France Travail de certains publics que sont les demandeurs et bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), les jeunes accompagnés par les missions locales et enfin les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi. Ces évolutions se traduisent par la création de deux nouvelles catégories statistiques (F et G), ce qui fait monter de 5 à 7 le nombre de catégories d'inscrits à France Travail. Aussi, une double évolution des règles d'actualisation continue de se déployer depuis octobre 2024, enrichie depuis le mois de janvier ce qui augmente le nombre d'inscrits en catégorie A. De fait, **avec ce double effet cumulé, le nombre d'inscrits à France Travail a augmenté mécaniquement ce trimestre, d'environ 75 000 personnes à l'échelle d'Auvergne-Rhône-Alpes**, 2 343 inscrites en catégorie F et 72 808 inscrites en catégorie G. Cela représente **une croissance de +13% au niveau régional contre +12,8% au niveau national sur un an des inscrits en catégorie A**, contre +4,8% et 8,8% si l'on neutralise en partie les effets de la loi.

L'évolution de la demande et de l'offre d'emploi

Section rédigée par France Travail

Une forte augmentation de la demande d'emploi cet hiver comme sur un an

Au 1^{er} trimestre 2025, en Auvergne-Rhône-Alpes, le nombre de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation (catégorie F) ni en parcours social (catégorie G) s'établissait à 720 830, en moyenne trimestrielle (données CVS, catégories A, B, C, D, E) soit une hausse de 3,7 % (+5,7 % sur un an).

Le nombre d'inscrits en catégories A, B, C à France Travail a augmenté de 4,3 % sur le trimestre et de 6,9 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a augmenté de 8,5% ce trimestre et de 13,0 % sur un an.

En France (hors Mayotte), au 1^{er} trimestre 2025, le nombre moyen de personnes inscrites à France Travail qui ne furent ni en attente d'orientation ni en parcours social a augmenté de 3,9 %. Pour les catégories A, B, C, il a progressé de 4,5 %. En catégorie A, il a augmenté de 8,7 % ce trimestre.

Évolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi (inscrits en catégorie ABC) en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en nombre de demandeurs d'emploi de catégorie ABC



Source : France Travail-Dares, STMT, Données trimestrielles CVS-CJO

Une hausse de la demande d'emploi dans l'ensemble des départements régionaux

Au 1^{er} trimestre 2025, en Auvergne-Rhône-Alpes, les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C se situaient entre +2,4 % en Ardèche et +5,6 % dans le Cantal. Le Cantal (+5,6 %), la Savoie (+5,4 %) et le Rhône (+5,3 %) ont enregistré les plus fortes hausses.

Sur un an, en Auvergne-Rhône-Alpes, le nombre des inscrits en catégorie ABC a augmenté de +6,9 %. La Savoie a enregistré la plus forte hausse (+10,1 %) et l'Ardèche la moins forte (+2,8 %). Les autres évolutions oscillaient entre +4,1 % et +9,7 %.

Évolution trimestrielle de la demande d'emploi par département en catégorie ABC en Auvergne-Rhône-Alpes entre le 4^e trimestres 2024 et le 1^{er} trimestre 2025

Unité : en % de la population active



Une hausse de la demande d'emploi dans toutes les classes d'âge

Toutes les classes d'âge sont en hausse au 1^{er} trimestre 2025.

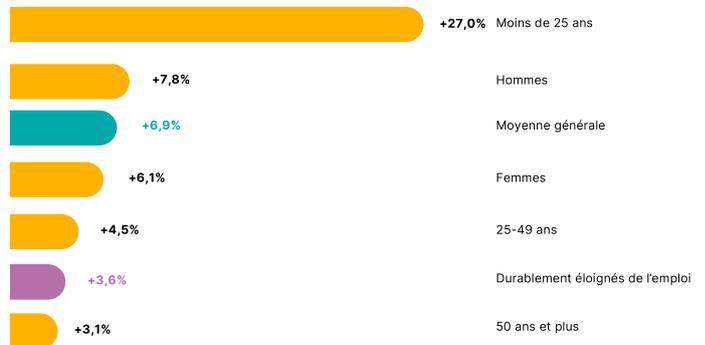
Les jeunes de moins de 25 ans ont été les plus impactés (+27 % sur les 12 derniers mois), une forte hausse qui s'explique par la mise en vigueur de la loi Plein Emploi. Il s'agissait de la prise en charge par France Travail des jeunes en provenance des structures MILO². Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 25/49 ans a augmenté de +4,5 % en catégories ABC et celui de seniors de +3,1 %.

Sur l'année, au premier trimestre 2025, France Travail a enregistré une augmentation de +7,8 % d'augmentation d'hommes et de +6,1 % de femmes inscrits en catégorie ABC.

À noter aussi que sur l'année, le nombre de demandeurs d'emploi durablement éloignés de l'emploi (inscrits 12 mois en catégorie A dans les 15 derniers mois parmi les demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits en catégories ABC) est en hausse de +3,6%.

Évolution annuelle du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC en Auvergne-Rhône-Alpes par public spécifique

entre le 1^{er} trimestre 2025 et le 1^{er} trimestre 2024



Source : France Travail-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois ; en CVS catégorie ABC en jaune et données brutes en mauve

En Auvergne-Rhône-Alpes, le volume d'offres d'emploi continue de diminuer sur un an

Au 1^{er} trimestre 2025, France Travail a collecté 116 200 offres d'emploi sur la région, en baisse de -16,2 % par rapport au 1^{er} trimestre 2024. En cumul sur l'année, le nombre d'offres enregistré par France Travail Auvergne-Rhône-Alpes était de 498 400.

² Missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

■ Une newsletter sur la conjoncture

Tous les trimestres, recevez les dernières actualités et informations clés sur l'économie, l'emploi et le marché du travail dans la région en vous **abonnant à la Lettre d'information : «L'actualité conjoncturelle en Auvergne-Rhône-Alpes»**.

■ Une veille conjoncturelle

Lisez les derniers articles et études sur l'économie, l'emploi, le marché du travail et la formation en Auvergne-Rhône-Alpes grâce à une veille sur la conjoncture régionale.

Rendez-vous sur [Via-Competences.fr - Veille conjoncturelle](https://www.via-competences.fr)

■ Un outil public de visualisation de données régionales

Via Compétences met également à disposition **DataScope**, un outil de datavisualisation dynamique au service des acteurs de l'emploi, de l'insertion, de la formation et de l'orientation professionnelle.



Retrouvez des informations socioéconomiques actualisées régulièrement sur les métiers, les formations, les territoires et les secteurs d'activité en région Auvergne-Rhône-Alpes. www.datascope.via-competences.fr

Sources

- > **Banque de France**, Projections macroéconomiques pour la France, Juin 2025, 16 p.
- > **Banque de France**, Tendances régionales, Janvier, Février et Mars 2025.
- > **DREETS**, Note de conjoncture 1er trimestre 2025, Auvergne-Rhône-Alpes, 27 p.
- > **DREETS, France Travail, DARES**, Les inscrits à France Travail en Auvergne-Rhône-Alpes au 1er trimestre 2025, 8 p.
- > **INSEE**, Note de conjoncture, L'épargne des ménages au sommet, 18 juin 2025, 121 p.
- > **INSEE**, Les incertitudes assombrissent les perspectives d'activité et d'emploi, Juin 2025, n°48, 4 p.
- > **INSEE**, Comptes nationaux trimestriels, Résultats détaillés, 1er trimestre 2025, Informations rapides n°133, 28 mai 2025, 4 p.
- > **URBALYON**, Observatoire Partenarial Economie Emploi Insertion, Regard sur l'économie et les entreprises lyonnaises n°66, Les signes de ralentissement sont nombreux, Mai 2025, 16 p.
- > **URSSAF**, Les effectifs salariés privés en repli au 4e trimestre 2024 en Auvergne-Rhône-Alpes, Stat'ur conjoncture, Avril 2025 - N°52, 14 p.

Méthodologie

Le choix de la périodicité dans les séries étudiées dépend du type de données utilisées. Les séries dont les données sont disponibles en CVS ou CVS-CJO (correction des variations saisonnières et correction des jours ouvrables) peuvent être comparées entre différents trimestres de l'année. En revanche, les séries dont les données sont brutes (non retraitées) ne peuvent être comparées qu'entre mois ou trimestres similaires (e.g. 3e trimestre 2024 par rapport au 3e trimestre 2023).

La cartographie de l'évolution de l'emploi salarié par zone d'emploi et celle de l'évolution de la demande d'emploi ont été réalisées à l'aide du logiciel Magrit. Une discrétisation de type manuelle a été réalisée à partir d'une courbe de fréquences cumulées.



Directrice de publication : Christelle MASSON • **Réalisation** : Cédric CABANEL (Via Compétences), Sandrine LORAND NGUYEN (Banque de France) & Saïd-Hamidou ALLAOUI (France Travail), avec l'appui de Boris FRANCOIS, Claire LAMY et Jacques MALGRAS (Via Compétences) • **Mise en page et communication** : comète • **Date de publication** : Septembre 2025
• **Email contact** : contact@via-competences.fr